Bulletin de l'Initiative communiste-ouvrière - N° 31 | Avril 2013

Communisme-ouvrier



www.communisme-ouvrier.info | contact@communisme-ouvrier.info | (33) 06 17 56 01 74

PSA Aulnay : Dix semaines de lutte contre les licenciements

Lundi 25 mars, cela faisait dix semaines que les ouvriers de PSA Aulnay sont en grève contre les licenciements. Dix semaines de lutte pour que chaque ouvrier du site dispose d'un CDI ou que les anciens puissent bénéficier d'une pré-retraite. Comme le déclarent les grévistes dans leur bulletin d'information du 25 mars, pendant ces dix semaines « *nous avons fait face à tout : les vigiles et les dizaines de cadres déployés par la direction pour nous intimider ; le licenciement de camarades, pour des motifs aussi lamentables que « jet d'œuf » ou « joue du tambour » ; la presse, qui nous a traités de « voyous » ; le gouvernement, solidaire de la direction de PSA ; les convocations de copains à la sûreté territoriale, avec la menace de poursuites judiciaires ; les CRS qui nous accompagnent dans tous nos déplacements, etc.* »Et depuis le 16 janvier, aucune C3 ne sort de l'usine.

Depuis, les ouvriers de l'usine d'Aulnay continuent de multiplier les actions. Le 19 mars par exemple, les ouvriers ont tenté d'interpeller Montebourg, le ministre des licenciements, pardon du redressement productif, sur le silence complice du gouvernement. Gare de Lyon à Paris en effet, ce ministre devait inaugurer le « train de l'innovation »… Courageusement, le ministre a préféré se réfugier dans un restaurant de la gare que de rencontrer les ouvriers en grève. Le 27 mars, c'est une annexe du ministère du travail à Paris qui a été occupé par les grévistes.

Dans cette lutte, comme dans toutes les luttes des ouvriers que leur patron parle en français comme à PSA ou Renault ou une autre langue comme chez ArcelorMittal ou Goodyear, le gouvernement montre clairement son camp : celui du patronat. Ainsi, le 28 mars, 130 ouvriers de PSA Aulnay ont occupé pacifiquement les locaux du MEDEF à Paris. Alors que les ouvriers quittaient les lieux sous surveillance policière et allaient rejoindre leurs bus, dès le départ des journalistes, les gardes-mobiles ont violement poussé les ouvriers dans des paniers à salade pour les emmener au commissariat du 18ème arrondissement.

Si l'Etat utilise les mêmes méthodes répressives contre les travailleuses et les travailleurs en lutte pour l'emploi, qu'il s'agisse des ouvriers de Goodyear, d'ArcelorMittal ou de PSA, la lutte à l'usine PSA d'Aulnay est celle de toute la classe ouvrière. C'est la lutte contre la logique d'un système capitaliste qui, pour maintenir ses profits, jette des millions de familles ouvrières à la rue et renforce la charge de travail des ouvriers qui restent. A PSA par exemple, la direction veut fermer le site d'Aulnay et supprimer 1.400 emplois à l'usine de Rennes… et dans le même temps, il est question d'augmenter le temps de travail sur les sites de Mulhouse et de Poissy !

Voilà le capitalisme dans toute son horreur, voilà toute l'ignominie de cette société où seul compte le profit d'une minorité : on crève, au sens propre, de ne pas avoir de travail devant Pôle Emploi, on crève d'avoir trop de travail et trop de pression dans les boîtes !

Il est temps qu'on s'y mette tous ensemble pour faire exploser la colère du monde du travail !

■ Camille Boudjak

Goodyear : La violence c'est les licenciements !

Le 7 mars, les ouvriers de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord ont manifesté à Rueil-Malmaison devant le siège du groupe à l'occasion du CCE. Depuis six ans maintenant, les ouvriers de l'usine luttent pour défendre leurs emplois et contre la fermeture de leur usine.

Encore une fois, le gouvernement, qui ne cesse de parler d'austérité quant il s'agit d'embaucher des enseignants pour nos gosses ou du personnel dans les hôpitaux, a mobilisé un important dispositif policier face aux ouvriers en lutte : CRS, camions anti-émeutes, agents de la BAC, etc. Conséquence de la provocation policière et de la violence de patrons-voyous qui menace 1300 familles amiénoises du chômage, des affrontements ont opposé les travailleurs de Goodyear aux forces de répression. Une fois encore, après les ouvriers de l'automobile au salon de l'auto et les métallurgistes d'ArcelorMittal à Strasbourg, c'est par la matraque et les gaz lacrymogènes que le gouvernement répond aux travailleurs en lutte pour l'emploi.

Valls a immédiatement réagi en déclarant que la justice serait saisie contre les ouvriers. Harlem Désir, premier secrétaire du PS, a tout de suite fait une déclaration pour « condamner les violences » et toute la presse s'est déchainée, une fois encore, sur les ouvriers de Goodyear.

Or, s'il y a bien une violence insupportable aujourd'hui en France, une violence qui touche des millions de personnes, c'est bien celle des licenciements, du chômage et de la misère. Pas un jour sans qu'on apprenne un nouveau plan de licenciements ou une fermeture de site, et déjà cinq millions de travailleuses et de travailleurs privés d'emploi. Dans ce contexte, le patronat, soutenu par le gouvernement, utilise le « chantage à l'emploi », véritable terrorisme patronal, pour s'attaquer à nos droits et baisser nos salaires. Voilà la véritable violence, celle qui s'exerce depuis les salons feutrées des Conseils d'Administration, où des actionnaires, pour accroître leurs profits, peuvent décider de jeter des milliers de travailleurs à la rue et de réduire des régions entières au chômage et à la misère.

L'Initiative Communiste-Ouvrière affirme son entière solidarité avec les travailleurs de Goodyear et au-delà avec tous ceux et toutes celles qui luttent contre les licenciements et les suppressions d'emplois. La solidarité dans cette lutte de toute la classe ouvrière signifie aussi la solidarité totale face à la répression et aux tentatives de criminaliser l'action revendicative des travailleurs.

■ **Initiative Communiste-Ouvrière**

SOUTENEZ FINANCIÈREMENT
LA GRÈVE DES SALARIÉS DE PSA AULNAY
en grève
JE SOUTIENS >

Au 24 mars, 220.000 euros étaient collectés dans la caisse de grève des ouvriers de PSA Aulnay.

Pour soutenir financièrement les ouvriers en grève de PSA Aulnay :

- Par chèque libellés à l'ordre de **Soutien aux salariés de l'automobile du 93** et envoyés à : Soutien aux salariés de l'automobile du 93— 19-21 rue Jacques Duclos—93600 Aulnay-sous-Bois

- Par internet depuis le site
www.soutien-salaries-automobile-93.org/

Homos ou hétéros : du boulot pas des démagos !

Dimanche 24 mars, une fois encore les grenouilles de bénitiers homophobes des beaux quartiers ont défilé à Paris contre le droit au mariage pour tous. Politiciens de l'UMP, du FN, membres du clergé et autres réactionnaires ont pour l'occasion osé brandir des slogans comme « La priorité c'est Aulnay, pas le mariage gay » ou « du travail pour tous, pas le mariage pour tous »… comme si c'était la possibilité de se marier pour les homosexuels, et non la soif de profit des patrons, qui serait la cause du chômage et des licenciements ! Qu'on soit homo ou hétéro, dans les usines, les chantiers ou les bureaux, on subit la même exploitation et les mêmes plans de licenciements, et tout comme les divisions racistes ou sexistes, les divisions homophobes nous divisent face aux patrons. Ne nous laissons pas diviser par les réactionnaires !

Face à la régression sociale : une seule arme la lutte

Les menaces contre la classe ouvrière ne cessent de progresser ; malgré les mobilisations du 5 mars à l'appel des organisations syndicales CGT, FO , FSU et SUD SOLIDAIRES , le gouvernement et le patronat continuent la mise en œuvre de leur politique de régression sociale .

Dans les entreprises la « casse sociale » se poursuit : Des accords sont signés pour augmenter le temps de travail, diminuer les salaires ou les bloquer (ce qui revient au même avec l'inflation) , augmenter la mobilité du personnel, dégrader encore plus les conditions de travail…. Tout cela pour préserver des emplois : ce sont par exemple les accords de compétitivité chez Renault .

Tout cela n'est qu'un leurre, une fois les accords signés, les patrons feront ce qu'ils voudront, ils contourneront les dispositifs, avec l'aide de l'état complice ; les travailleurs seront une fois de plus lésés.

Les bureaucrates syndicalistes qui approuvent de tels accords mettent le doigt dans un engrenage dangereux pour leur propre classe en choisissant le compromis voire la compromission avec les capitalistes ; l'histoire a montré, qu'il a fallut des années de lutte très dures pour obtenir des acquis ; ceux-ci sont balayés en quelques minutes à coup de stylo sans résistance, rien que par la menace patronale.

Dès lors, plus rien n'arrêtera le patronat et son gouvernement bourgeois.

Pour stopper la régression sociale, la classe ouvrière doit retrouver ses valeurs historiques de mobilisation, de solidarité, de progrès social, et d'internationalisme ; arrêter la casse sociale, obtenir de nouveaux droits, lutter contre le nationalisme qui divise les travailleurs, combattre le capitalisme source de tout les problèmes actuels et le renverser.

Le 5 mars n'était qu'un début, la mobilisation doit s'amplifier, travailleurs, chômeurs, étudiants, retraités, même combat.

TOUS DANS LA LUTTE LE 9 AVRIL.

■ **Jean-Yves Zoltar**

La question du logement

Le logement, c'est un problème que tout le monde connaît bien. En Belgique et en France, le mouvement des sans-domiciles fixes a permis de rendre visible les pires situations. Il y a des gens qui vivent dehors, et encore plus, qui habitent dans un foyer, chez un copain ou une copine, chez leurs parents, qui se promènent chez l'un chez l'autre avec leur sac à dos faute de pouvoir payer un loyer, parce que leur salaire ou leur chômage ne le permet pas. A côté de ça, il y a des logements vides un peu partout en ville !

Mais, à côté de ceux qui n'ont pas de logement, il y a tous ceux qui ont un loyer à payer ou un prêt à rembourser pour leur maison. Pour beaucoup d'entre nous, c'est de plus en plus difficile. Déjà, lorsqu'on souscrit à un prêt, les banques considèrent comme normal qu'un tiers du salaire soit consacré au loyer ou prêt logement. Un tiers ! Ca veut dire que quand on travaille, on passe une heure sur trois à gagner de quoi avoir un toit, alors que c'est un droit élémentaire pour tout être humain… Mais souvent, c'est bien plus qu'un tiers qu'on y consacre.

Alors, tout les mois, c'est la même galère pour payer. On sait ce que ça donne : pas assez de place, pas assez de chambres pour les enfants, pas les moyens de faire des travaux même quand le logement se dégrade, ou bien on s'endette pour arriver à payer… Et puis aussi, les enfants étudiants qui restent de plus en plus longtemps à la maison, faute de pouvoir payer une chambre ailleurs.

Pourtant, qu'est ce que ça veut dire, payer un loyer ? Ca n'a aucun rapport, la plupart du temps, avec le prix de construction de la maison ou de l'appartement. Si c'est un immeuble ancien, ça fait bien longtemps qu'il est amorti. Tous ce que vous payez tombe direct dans la poche du propriétaire. Sans compter les agences immobilières, qui se sucrent au passage. Si c'est du neuf, dites vous bien que les promoteurs immobiliers ont bien fait leurs calculs pour que ça leur rapporte le plus vite possible. Et si vous remboursez un prêt pour le logement, une bonne partie s'en va dans les coffres de la banque. D'un côté, les patrons compriment les salaires, de l'autres, les promoteurs, les proprios et les banques nous piquent ce qui reste.

Est-ce que c'est normal de passer un tiers ou plus de son temps de travail pour ça ? Bien sûr que non ! C'est pour ça que les communistes réclament que loyers et les prêts soient plafonnés à 10 % du salaire et que des logements neufs construits et mis à disposition de toutes celles et ceux qui en ont besoin. Mais pour ça, il ne faut pas attendre à ce que ça tombe du ciel ou des élections. Si on veut un vrai droit au logement, il va falloir se battre pour le gagner !

■ **Nicolas Dessaux**

Plus de 100 000 familles en danger d'expulsion sans solution de relogement

En ce début du XXIème siècle, en France, dans un des pays les plus riches du monde, il y a des êtres humains qui n'ont pas de logements décents ou pas de logement du tout. Pire, l'Etat et les gouvernements successifs jettent des familles entières à la rue, sans solution de relogement.

L'existence même des expulsions locatives est une barbarie. Une barbarie institutionnalisée et défendue par l'Etat.

Selon les chiffres communiqués par les ministères de la Justice et de l'Intérieur en novembre 2012, il y a eu, un an plus tôt, 113.700 décisions de justice d'expulser des locataires pour loyers impayés. Ce qui représente une augmentation de 4 % sur un an et de 40 % en 10 ans. 12.760 expulsions ont eu lieu avec l'aide de l'appareil répressif de l'Etat, soit une hausse de 9 % sur un an, et un doublement en dix ans. En 2012, le même scénario et nouvelles expulsions.

En 2013, ce sont encore plus de 100 000 familles en danger d'expulsion directe.

Leur seul tort ? Se prendre de plein fouet les conséquences désastreuses (précarité, chômage et misère,) d'un système absurde et inhumain, le capitalisme, qui place la sacro-sainte « propriété privée » et le droit de propriété bien devant le droit à un logement pour tous, la dignité et la vie humaine.

Pendant ce temps là les profits locatifs grimpent !

Aujourd'hui, à l'occasion de la fin de « la trêve hivernale » et de la reprise des expulsions, l'Initiative communiste-ouvrière revendique comme mesures d'urgence l'arrêt des expulsions, le gel des loyers, et l'application du droit au logement pour tous.

■ **Initiative Communiste-Ouvrière**

Cahuzac se casse : Jérôme Cahuzac démissionne de son poste de ministre du Budget, suite à l'ouverture d'une information judiciaire pour blanchiment de fraude fiscale... Rappelons que ce Monsieur qui n'a pas voulu supprimer la taxe de 35 euros sur la saisine des prudhommes et voulait même la passer à 50 euros. Facile d'imposer toujours plus de taxes aux ouvriers quand on peut, en tant que bourgeois, frauder le fisc.

Carrefour : le pays où les salaires sont moins chers ! La direction de Carrefour a décidé de revoir à la baisse la prime de participation des employés. En effet, les salariés ont perdu 43% sur cette prime… ce qui n'empêche pas le groupe d'annoncer une hausse de 233% de ses bénéfices.

Valls accélère le rythme de la politique gouvernementale raciste contre les Rroms

Avec la prise de fonction de Nicolas Sarkozy en 2003 en tant que le Ministère de l'intérieur, la politique de l'Etat français envers des Rroms s'est extrêmement durcie jusqu'à des circulaires gouvernementales en 2010 ouvertement racistes appelant aux démantèlements des camps de fortune et expulsions des étrangers, en « priorité des Rroms ».

Dans sa lettre du 27 mars 2012 à Romeurope , le candidat François Hollande s'était engagé à améliorer les conditions et à ne pas procéder à des démantèlements des camps de rroms et à des expulsions *"sans solution"*. Les circulaires interministérielles du 22 aout et 29 août prévoyait ainsi « *d'élargir la liste des métiers auxquels les rroms pourraient avoir l'accès* » et qu'une solution d'hébergement soit proposée lors des expulsions. Et pourtant selon un rapport de l'Association européenne pour la défense des droits de l'homme (AEDH) près de 12.800 Rroms ont été déportés après le démantèlement violent de leurs campements en 2012, sur un chiffre record de 370.00 reconduites à la frontière, dont les deux tiers au second semestre, bien après les élections présidentielles !

Il a fallu seulement quelques semaines pour que le nouveau gouvernement nous montre son vrai visage et s'inscrive dans la continuité de la politique anti-ouvrière, discriminatoire, répressive et raciste de ses prédécesseurs.

Même si ces attaques inhumaines étaient masquées derrière un soi-disant « souci de conditions de vie de ces gens », force est de constater que même les Rroms qui habitaient dans les bâtiments tout à fait décents ont été chassés par la force répressive de l'Etat. Et aujourd'hui, pour le gouvernement, il n'est plus question de chercher quelconque excuse pour ces déportations. Tout se fait sur un fond ouvertement raciste désignant les Rroms comme des responsables de tous les maux en France.

Manuel Valls, digne de ses prédécesseurs Sarkozy, Hortefeux et Guéant, maintient la politique de fermeté à l'égard des Rroms. Sans annoncer de nouvelle mesure, le ministre de l'intérieur, s'exprimant dans les médias, explique que, *"plus que jamais, ces démantèlements sont nécessaires et se poursuivront"*. Pour lui, les Rroms *"ont vocation à rester en Roumanie ou à y retourner"*, ce pays où ils ont subi l'esclavagisme jusqu'en 1864, et où aujourd'hui ils subissent le racisme, les mesures discriminatoires de pire espèce et la misère volontairement imposée.

Les Roms occupant des campements *"ne souhaitent pas s'intégrer"* en France, a déclaré le 14 mars Manuel Valls, allant toujours plus loin avec sa rhétorique démagogique et raciste.

Suite à toutes ces déclarations, prouvant avant tout un réel malaise de Valls avec la population étrangère en France en particulier les Rroms, sa connaissance très limitée de l'Histoire mais aussi de la politique actuelle existante chez ses propres « partenaires européens », rappelons quelques faits à ce ministre.

La présence des rroms en Europe mais aussi en France ne date pas d'hier mais d'il y a plusieurs siècles. Et dans toute cette histoire, dès le XVIème siècle, la rhétorique anti-rroms aujourd'hui reprise par Valls perdure et les Rroms subissent, partout en Europe, des mesures discriminatoires. Ces persécutions traverse les siècles et culmine avec le génocide des Rroms et Sintis par le régime nazi et ses alliés (Samudaripen ou Porajmos) , mais continue bien après 1945 avec les stérilisations forcées de femmes Rroms, pratiquées dans de nombreux pays et cela jusque début de ce 21ème siècle. Sans parler des massacres commis par différentes bandes armées nationalistes à l'encontre des Rroms pendant les guerres qui ont déchiré l'ex-Yougoslavie ou de la terreur raciste de la Garde Hongroise et des discriminations imposées aux Rroms dans la Hongrie actuelle, mais aussi en Roumanie et Bulgarie, là où Valls renvoi les Rroms.

Ces Rroms viennent généralement de villages ou de quartiers rroms pauvres et viennent en France et dans d'autres pays d'Europe occidentale, dans l'espoir de vivre mieux. Dans toute l'Europe, force est de constater que les Rroms continuent d'être considérés comme des citoyens de seconde zone. Les Rroms sont soumis à des lois d'exception comme celle de 2010 en France, comme la création d'un fichier des empreintes digitales des Rroms, y compris les enfants, en Italie, mais aussi la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie, et sans oublier les « travaux forcés » auxquels ils sont exposés en Hongrie. Les enfants Rroms subissent la discrimination en étant systématiquement placés dans des écoles spéciales avec une éducation de qualité moindre que pour les enfants de Gadjé, et subissent en plus à des violences racistes régulières.

Comme le résultat direct de la politique raciste anti-rroms du gouvernement français, au delà de la création d'encore plus de misère et des reconduites à la frontière institutionnalisées, c'est aussi l'agissement de certaines bandes sur le terrain, dans nos quartiers, agissant en « milice anti-rroms », comme le dernier en date à Marseille le 30 mars où un campement de rroms a été attaqué par plusieurs individus et une vieille femme a été hospitalisée.

Pendant ce temps là, on oubliera presque que l'on vit dans un pays, parmi les plus riches au monde, où plus de 3 millions de gens vivent dans les conditions indécentes, où cette année encore plus de 120.000 personnes vont être expulsées de leur logement sans solution de relogement, où plus de 10 millions des êtres humains vivent en dessous du seuil de pauvreté, où plus de 5 millions de travailleurs sont privées d'un emploi et celles et ceux qui en ont un sont privés d'un salaire suffisant pour leur permettre une vie décente, et où nous, les travailleuses et les travailleurs, subissons de plein de fouet les mesures d'austérité, la politique anti-ouvrière, des régressions sociales, bref tout ce que le capitalisme, la bourgeoisie et ses représentants, le gouvernement français et Valls, nous imposent.

■ **Aleksa Gvozden**



Manifestation contre les agressions racistes et néo-nazies

Le samedi 23 mars, environ 400 personnes ont manifesté dans les rues de Besançon pour dénoncer les récentes agressions racistes et fascistes commises par des néo-nazis au centre de la ville.

Appelée entre autres par le Collectif Antifasciste de Besançon, la CNT, l'AMEB, l'Initiative Communiste-Ouvrière et SOS Racisme ainsi que par de nombreuses personnes non-organisées et révoltées par les agissements de nostalgiques de la terreur fasciste, la manifestation est partie place de la Révolution. Après avoir traversé les rues du centre-ville, la manifestation s'est dirigée vers la Porte Rivotte où des agressions ont récemment eu lieu.

En fin de manifestations, un militant du Collectif Antifasciste de Besançon a pris la parole pour rappeler les différentes agressions commises ces derniers mois par des néo-nazis à Besançon. Un militant de l'Initiative Communiste-Ouvrière est intervenu pour dire que dans le contexte de la crise, du chômage et de l'austérité, l'extrême-droite, mais aussi Sarkozy hier ou Valls aujourd'hui tentaient de diviser les travailleurs en stigmatisant les immigrés, les Arabes ou les Rroms, et qu'il était nécessaire de travailler à l'unité dans nos entreprises et nos quartiers face au racisme, aux licenciements et à la misère.

■ **Correspondant ICO**

Nouvelles attaques contre les retraites

Interview de Nicolas Dessaux, militant de l'Initiative Communiste-Ouvrière, par Stéphane Julien sur les nouvelles attaques contre les retraites.

Que penses-tu des déclarations du premier ministre sur l'âge de la retraite ?

Jean-Marc Ayrault annonce en grandes pompes que le gouvernement ne touchera pas à l'âge légal de départ en retraite, c'est-à-dire aux 62 ans imposés par le gouvernement Sarkozy-Fillon. Élégante manière de cacher l'essentiel, c'est-à-dire que le nombres de trimestres de cotisations va encore augmenter. Autrement dit, à 62 ans vous aurez le droit de partir, mais.. avec une retraite incomplète, pour la plupart des travailleurs. L'autre effet d'annonce, c'est une nouvelle attaque contre les régimes particuliers. Ceux-ci sont une nouvelle fois pointés du doigt comme des privilèges, là où ils devraient représenter des acquis sociaux à étendre à tous les travailleurs. Enfin, pour la première fois, ce sont les retraités eux-mêmes qui vont être mis à contribution. Bien sûr, tout cela est savamment enrobé dans une série de mesures complexes, dont certaines semblent être dirigées contre les actionnaires. La différence est simple : comme le montrent tous les scandales actuels, les riches savent mettre leur argent à l'abris des paradis fiscaux, alors que les salariés sont vulnérables face à ces attaques. C'est un véritable nuage de fumée.

Pourquoi de nouvelles attaques contre les retraites ?

Lors de sa création, l'âge légal de la retraite avait été basé sur l'âge moyen de mortalité des ouvriers. C'est-à-dire que la plupart d'entre eux mourraient avant de l'avoir atteint, du fait des conditions de vie et de travail imposées par le capitalisme, et de nombreux autres mourraient peu de temps après la retraite. Ce calcul cynique permettait de conserver l'équilibre des caisses de retraites.

Malencontreusement pour l'hypocrisie patronale, l'espérance de vie n'a cessé d'augmenter au cours du siècle écoulé. Les conquêtes du mouvement ouvrier, telle que la médecine du travail, les règles d'hygiène et de sécurité, la réduction du temps de travail, les congés payés, l'amélioration de l'habitat, et bien entendu la sécurité sociale, ont joué un rôle essentiel dans cette amélioration de la longévité. Bien sûr, les statistiques d'espérance de vie montrent qu'un cadre de 35 ans a toujours de bonnes chances de vivre six ans de plus qu'un ouvrier du même âge, ou trois ans de plus qu'un employé : c'est dire à quel point les différences de conditions de travail influent toujours sur la santé.

Le cynique calcul des patrons s'est retourné donc contre eux : les salariés vivent assez vieux pour profiter de leur retraite, d'un « repos bien mérité » selon la formule consacrée. Ils peuvent, par exemple, être des grands-parents en bonne santé comme le montrent toutes les études sur le rôle des ainés dans la vie familiale, ou se livrer aux activités de leur choix sans la contrainte du boulot. Et c'est bien ça que les gouvernement de droite comme de gauche déplorent : ils voudraient mettre les vieux au travail, malgré le fait que les jeunes n'en trouvent pas. Dans l'idéologie capitaliste, l'individu n'existe que s'il est employable.

Mais est-ce que les caisses de retraite ne vont pas couler ?

L'une des forces de l'idéologie actuelle, comme on a déjà pu le constater lors du mouvement sur la réforme des retraites en 2010, c'est que le gouvernement est parvenu à gagner à cette idée les syndicats qui sont impliqués dans la gestion des caisses. Au fond, quelques soient les désaccords sur la méthode pour financer les retraites, ils partagent le même constat et cela les rend hésitants. LA CFDT, qui s'est illustrée récemment en signant l'ANI avec le MEDEF et les centrales minoritaires, a déjà fait savoir qu'elle était prête à négocier sur cette nouvelle attaque. Il faut être clair : nous devons refuser les arguments économiques, qui sont tous des effets du capitalisme, c'est-à-dire d'un système qui ne connait d'autre mesure que l'argent. La question des retraites, c'est d'abord celle du droit des travailleurs à se reposer après une carrière longue et pénible, c'est le droit pour les jeunes de trouver du travail correspondant à leur formation, aussitôt qu'il ont leur diplôme en poche, c'est refuser que nos vies appartiennent toutes entières aux patrons publics et privés.

Pour soutenir l'Initiative Communiste -Ouvrière :
vous pouvez faire un virement sur le compte « Un monde meilleur », Crédit Mutuel Nord Europe, Coordonnée Bancaires : Banque : 15629 Guichet : 02715 Compte : 00042945701 Clef : 57

ou par chèques adressés à « Un monde meilleur », c/o Nicolas Dessaux, appartement 2143 - 43, rue du maréchal Lyautey -59370 Mons-en-Baroeul

Venezuela : La mort d'un chef d'Etat bourgeois

Il n'est pas dans les habitudes de l'Initiative Communiste-Ouvrière de commenter les décès des "grands de ce monde". Mais avec la mort d'Hugo Chavez, de nombreux groupes, partis et organisations de la gauche radicale ou même de l'extrême-gauche multiplient les communiqués pour saluer « le révolutionnaires », et au mieux, lorsque des critiques sont formulées comme son soutien aux dictatures de Libye, de Syrie ou d'Iran, elles sont faites comme si le président vénézuélien avait été « un camarade avec qui on avait des divergences ».

Non, Hugo Chavez n'était pas de notre camp, celui des travailleurs. La base de son opposition aux Etats-Unis, qui plait tant à la gauche anti-impérialiste, était celle du nationalisme, c'est-à-dire une opposition verbale à des dirigeants de multinationales américaines pour mieux défendre les intérêts de la bourgeoisie nationale vénézuélienne. Au-delà des discours populistes et anti-impérialistes, l'Etat géré par Hugo Chavez a toujours su s'en prendre avec violences aux militants ouvriers et en particulier à ceux qui luttent pour des syndicats indépendants de l'appareil d'Etat et du patronat. Comme dans les autres pays du monde, l'appareil d'Etat au Venezuela, dirigé par Chavez, est toujours resté un instrument de la bourgeoisie tourné avant tout contre la classe ouvrière.

Pour nous, travailleuses et travailleurs, il n'y a pas de larmes à verser sur la mort d'un chef d'Etat bourgeois, que ce soit en Europe, en Amérique Latine ou ailleurs. Nous avons déjà bien assez de larmes à verser pour celles et ceux de notre classe qui meurent chaque jour sous les coups de la répression ou brisés par l'oppression quotidienne de l'exploitation capitaliste.

■ **Initiative Communiste-Ouvrière**

Qui sommes nous ?

Le communisme-ouvrier, c'est le mouvement de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste et pour la libération de l'humanité de toute forme d'oppression. C'est une société sans classes, c'est l'abolition du salariat, la propriété commune des moyens de production, l'égalité et la liberté. C'est une société qui applique réellement le principe « *de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins* ».

Le communisme, ce n'est ni l'indépendance nationale, ni l'étatisation de l'économie, ni la nostalgie de l'URSS, de la Chine ou de toute autre dictature soi-disant socialiste, ni le soutien à n'importe quel réactionnaire sous prétexte qu'il est anti-impérialiste.

Dans les luttes sociales, contre l'exploitation capitaliste, contre le sexisme, contre le racisme, contre le nationalisme, contre l'intégrisme, contre le totalitarisme, contre toute forme d'oppression et les discriminations, les communistes sont là, pour préparer la révolution et le véritable changement social.